



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc - Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs - A.A.J.T.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs - A.A.J.T.

3 rue Palestro - 13003 Marseille

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc - Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs - A.A.J.T.

3 rue Palestro - 13003 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association d'Aide aux Jeunes Travailleurs - A.A.J.T.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association d'Aide aux Jeunes Travailleurs - A.A.J.T. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
FRAIS D'ETABLISSEMENT (I)	122 671		122 671	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	540 244	447 530	92 713	221 147
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 655 940		1 655 940	1 655 940
Constructions	17 009 152	10 190 084	6 819 068	6 594 452
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 040 917	2 103 769	937 148	750 591
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	36 757		36 757	237 146
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	9 086		9 086	8 946
Prêts	5 000		5 000	5 000
Autres Immobilisations Financières	225 506		225 506	215 966
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE (II)	22 645 273	12 741 383	9 903 889	9 689 188
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	1 800		1 800	1 800
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	125 060	18 498	106 562	109 440
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	839 312		839 312	1 606 993
Charges constatées d'avance	81 054		81 054	42 057
Valeurs mobilières de placement	86 524		86 524	86 524
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	1 470 455		1 470 455	3 990 118
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (III)	2 604 205	18 498	2 585 707	5 836 932
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	25 249 478	12 759 881	12 489 596	15 526 120

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	2 241 263	2 241 263
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	4 672 798	4 142 086
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>589 934</i>	
Autres		
Report à nouveau		
Report à nouveau	- 297 676	- 197 943
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 297 676</i>	
Excédent ou déficit de l'exercice	- 55 101	430 980
<i>Dont Excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>- 461 831</i>	
Situation nette (sous total)	6 561 284	6 616 386
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 464 869	1 469 802
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	8 026 153	8 086 188
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	58 191	76 028
TOTAL DES FONDS REPORTES ET DEDIES (II)	58 191	76 028
PROVISIONS		
Provisions pour risques	77 000	127 776
Provisions pour charges	73 496	65 610
TOTAL DES PROVISIONS (III)	150 496	193 386
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 669 650	5 646 678
Emprunts et dettes financières diverses	7 744	6 367
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	715 633	682 460
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	680 496	632 562
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	181 233	202 451
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES DETTES (IV)	4 254 756	7 170 518
Ecart de conversion et différences d'évaluation Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	12 489 596	15 526 120

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 474	15 314
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
Ventes de prestations de service	2 824 754	1 529 117
<i>dont parrainages</i>		
<i>dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 824 754	1 529 117
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 053 687	8 675 559
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	7 965 501	7 920 703
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie	1 269	
Contributions financières	7 493	15 500
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	162 156	282 576
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	17 836	109 978
Autres produits	57 351	153
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	12 141 021	10 628 196
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	45 100	43 035
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	5 657 783	4 246 288
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	544 401	580 420
Salaires	3 254 864	3 187 548
Cotisations sociales	1 423 636	1 293 261
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	865 348	769 111
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		76 028
Autres charges	330 928	275 550
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	12 122 059	10 471 241
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	18 962	156 955

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	4 258	4 318
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1	27 763
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	4 260	32 081
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	53 024	61 354
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (IV)	53 024	61 354
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 48 764	- 29 273
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	- 29 803	127 682
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		358 800
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		46 828
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-	311 971
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	25 298	8 674
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	12 145 281	11 019 077
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	12 200 381	10 588 097
EXCEDENT OU DEFICIT	- 55 100	430 980
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales ou médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	0	0
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	0	0
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	0	0

ANNEXE aux comptes 2025 de l'Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs

PREAMBULE

Annexe au bilan de l'AAJT avant répartition du résultat de l'exercice dont le total est de 12 489 596 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation s'établissent à 12 141 021 € et dégagent un déficit de - 55 101 €.

L'exercice a duré 12 mois couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

OBJET SOCIAL ET PERIMETRE DES ACTIVITES DE L'AAJT

L'Association d'Aide aux Jeunes Travailleurs travaille depuis plus de 70 ans à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Elle ancre son projet dans la tradition de l'Education Populaire et dans l'action sociale.

Son périmètre d'origine était la ville de Marseille. A la faveur du rapprochement avec l'association « Logis des Jeunes » à Vitrolles, celui-ci s'est élargi à cette commune.

Elle s'appuie sur différents établissements et services :

- Filière Hébergement - le CHRS (Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale) Marius Massias,
- Filière Asile - le CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile),
- Filière Enfance - la MECS (Maison d'Enfants à Caractère Social) et l'AJM (Accompagnement des Jeunes Majeurs),
- Filière Habitat - les FJT (Foyers de Jeunes Travailleurs), les RS (Résidences Sociales), la BHJ (Boutique Habitat Jeunes) et la Maison Relais.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Le résultat de l'AAJT se décompose de la façon suivante :

	Service	Réalisé 2024	Budget 2025	Réalisé 2025	Budget 2026	Ecart N-1	Ecart Budget
1. DGF & PJ	1.1 MECS	-133 215	0	-214 507,27	0	-81 292	-214 507
	1.2 AJM	-69 499	-10	-191 703,57	0	-122 204	-191 694
	2 CHRS	110 411	0	-66 645,73	0	-177 057	-66 646
	3. CADA	-836	0	11 025,61	0	11 862	11 026
Total pour 1. DGF & PJ		-93 140	-10	-461 830,96	0	-368 691	-461 821
2. Projets	Pool santé	25 699	4 187	4 414,77	-6 225	-21 284	228
Total pour 2. Projets		25 699	4 187	4 414,77	-6 225	-21 284	228
3. Gestion propre	Habitat M	394 526	364 866	429 638,33	425 991	35 112	64 772
	Habitat V	64 543	65 233	145 851,49	87 452	81 308	80 618
	Siège	39 350	-7 138	-173 175,54	-215 245	-212 526	-166 038
Total pour 3. Gestion propre		498 419	422 961	402 314,28	298 198	-96 105	-20 647
Total général		430 979	427 138	-55 101,91	291 973	-486 081	-482 240
ETP		90,53	98,47	93,52	103,20	2,99	-4,95

Dans cette présentation, le premier ensemble regroupe les activités pour lesquelles l'AAJT est en « Dotation Globale de Financement » (DGF) ou en « Prix de Journée » (PJ) et dont les budgets sont annuellement négociés avec les tutelles et dont les résultats sont possiblement repris deux ans après l'exercice concerné sous forme d'une augmentation ou d'une diminution de la dotation de fonctionnement annuelle.

Le déficit de -214 507 € sur le service MECS correspond en grande partie aux 263 K€ d'ajustements exécutoires appliqués sur les groupes 2 et 3 de manière non justifiée. Nos dépenses réelles correspondant parfaitement à notre budget prévisionnel. A noter que nous avons avancé cette année près de 39 K€ de prime Ségur en attente de prise en charge par le Département, montant qui s'élève à 74 K€ depuis 2024. Depuis le 1er janvier 2024, la facturation du service MECS se réalise chaque mois en fonction de la prise en charge réelle des usagers, tout comme le service Jeunes Majeurs depuis le 1er janvier 2023.

Le service d'Accompagnement des Jeunes Majeurs présente un déficit de - 191 704 €. Le déficit 2025 s'explique tout d'abord du fait des 108 K€ d'ajustements exécutoires sur l'ensemble des groupes de charges. Nos dépenses réelles correspondant parfaitement à notre budget prévisionnel. Le déficit s'explique également du fait d'un mauvais taux d'occupation entraînant un manque à facturer de 130 K€ sur l'année (défaut d'orientations sur Vitrolles). Nous avançons également sur ce service le non financement du Segur pour tous pour un montant de 14 K€ en 2025, montant qui s'élève à 26 K€ depuis 2024.

Le déficit de - 66 646 € sur le service CHRS correspond aux 187 K€ d'ajustements exécutoires sur l'ensemble des groupes de charges. Nos dépenses réelles étant en économie par rapport à notre budget prévisionnel. Concernant la masse salariale, le recours régulier à de l'Interim s'est concentré uniquement sur le premier semestre, le paiement des rémunérations de deux chefs de services pendant près de 4 mois et les indemnités de départ de la cheffe de service sortante.

Le second groupe est constitué de deux « Projets » :

- Le Pool Santé financé exclusivement par l'ARS au moyen d'une CPO négociée sur 4 ans (Segur inclu dans la DGF du CHRS).
- Le financement par l'ARS en coordination avec la DDETS d'un poste de psychologue sur le CHRS pour 66 000 €. A noter un dépassement de 6 K€ passé en reprise de provision de fonds dédiés en 2025. La personne ayant effectivement démarré sa mission en décembre 2024, nous avons alors passé la quasi totalité de la subvention en fonds dédiés.

Le troisième groupe est celui de la gestion propre qui a réalisé des excédents notamment expliqués par une augmentation de la facturation, mais également par une augmentation des subventions AGLS. Nous avons initié en 2025 une réorganisation des lieux de prise en charge afin de redonner de la cohérence pour les équipes éducatives et pour les usagers, ce qui a généré une augmentation des remises en états. A noter qu'une provision historique avait été passée sur le Siège pour compenser les excédents 2019 et 2020 de la MECS. Nous l'avons soldée en 2025, par la reprise de cette provision sur le Siège (provision restante 18 K€).

La prime Ségur

La prime Ségur pour tous a été officialisée en juillet 2024 avec rétroactivité au 1er janvier 2024. Si elle est financée sur Fonds Propres pour les services en gestion propre, les services sous tutelle de la DDETS (CHRS et CADA) ont bien inclu son financement dans la DGF 2024.

En revanche, ce n'est pas le cas pour les services financés par le Conseil Départemental (MECS et AJM). Le département étant en conflit avec l'état sur ce sujet, l'AAJT attend un accord en vue de la régularisation du financement 2024 et 2025.

PRINCIPES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que le règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice ainsi que des règlements ANC n°2022-06 relatifs à la modernisation des états financiers et du règlement ANC n°2023-03 qui s'applique en complément pour les associations.

L'association a arrêté ses comptes en respectant l'instruction M22 (médico-sociale).

Changement de méthode comptable

L'association applique pour la première fois le règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ce changement de réglementation comptable constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

En particulier, le règlement introduit les changements suivants, d'application prospective :

- Introduction d'une nouvelle définition du résultat exceptionnel. Ainsi, à compter du 1er janvier 2025, les opérations comptabilisées dans le résultat exceptionnel portent sur :

Les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel,

Les écritures d'origine fiscale, les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat pour des raisons fiscales et les corrections d'erreurs (sauf si elles corrigent une écriture ayant été directement imputée sur les capitaux propres) ;

- Suppression de la technique du transfert de charges ;

- Comptabilisation en résultat financier de la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt (non applicable pour AAJT).

Les principaux impacts sur les comptes de Bilan au 31/12/2025 concernent les charges constatées d'avance pour un montant de 81 054 € comptabilisés dorénavant en créances.

Les principaux impacts sur les comptes de Résultat au 31/12/2025 concernent :

* les quotes-parts de subvention vitrée au compte de résultat sont comptabilisés dorénavant en exploitation pour un montant de +272 061 € et plus en exceptionnel.

* les transferts de charges sont comptabilisés dorénavant au crédit des comptes de charges d'exploitation (comptes 6419) pour un montant de +121 103 et non plus dans des #79.

Changement de présentation :

Sur 2025, il a été procédé à un changement de présentation des postes « Disponibilités » ainsi que des « Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits ».

Pour les comptes bancaires de l'établissement « Caisse d'épargne » fusionnés liés à un compte principal, il a été présenté que le solde net en disponibilité de +1 309 K€ qui se décompose de +5 161 K€ de comptes courants débiteurs et -3 852 K€ de comptes courants créditeurs.

Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est à dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint en annexe.

Les frais accessoires sont les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la Direction.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des biens amortis.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements Aménagement Terrain	25 ans
Installation Générales et Aménagements divers	20 ans
Matériel et outillage	10 ans
Matériel industriel	10 ans
Matériel de transport	5 ans
Mobilier et Matériel de bureau et informatiques	3 à 5 ans

Les travaux d'extension du CHRS La Roseraie, ont été livrés et mis en service le 19 décembre 2025.

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsqu'un risque est avéré et l'estimation est réalisée à partir des éléments connus.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au bilan pour leur valeur d'achat.

Relevé du portefeuille au 31/12/2025 = 86 223.50 €.

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présents au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'un amortissement progressif enregistré dans le compte de résultat en produit exceptionnel. La durée d'amortissement est conforme à la durée fixée dans la convention d'attribution.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau des mouvements des subventions d'investissement est joint en annexe

Fonds dédiés

La partie des ressources {subventions, etc.) versées par des financeurs ou des tiers pour des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard, est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés» avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte« Reports en fonds dédiés».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisation de fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation des actions.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint en annexe.

Dans le cadre de la mise en œuvre de notre activité, nous avons recours au **bénévolat**.

Un tableau récapitulatif est joint en annexe.

Le financement d'un poste de psychologue sur le CHRS pour 66 000 €. A noter une provision en fonds dédiés de quasi la totalité de la subvention, la personne ayant effectivement démarré sa mission en décembre 2024,

Les cotisations des administrateurs sont comptabilisées au moment de l'encaissement. Elles confèrent la qualité de membre adhérent de l'association.

Autres informations du bilan :

Produits à recevoir et Charges à payer

Le principe de séparation des exercices a été respecté.

Détails des produits à recevoir

Divers produits à recevoir	17 317 €
OPCO (Remboursements Formations)	49 899 €
ASP Contrats Aidés	3 859 €

Détails des charges à payer

Provisions pour congés payés :	230 238 €
Diverses charges à payer :	18 105 €

Détails des charges constatés d'avance

Divers (Assurance, Allocations, Pécule, contrats de maintenance...)	81 054 €
---	----------

Détails des Produits constatés d'avance

Néant

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES

Rémunérations versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés.

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006, qui est ici ainsi libellé:

"Les Associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres, dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature."

Il est ici indiqué que dans la situation de l'Association, il n'y pas lieu de publier les sommes versées aux trois cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

En effet aucun des cadres de l'association n'a de pouvoir d'engagement de l'association et ils ne sauraient donc être considérés comme dirigeants.

Aucune somme ni aucun avantage en nature n'ont été accordés aux administrateurs de l'association.

ANALYSE DES EFFECTIFS

	ETP 2025	
Cadres	13.78	14.73%
Agents de maîtrise	64.06	68.50%
Employés	15.68	16.77%

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Ils sont confiés à l'organisme AG2R et figurent au bilan en dette sociale au passif et en créance à l'actif (dans la mesure où ils ont effectivement été versés à AG2R) et – pour leur variation annuelle – en provision.

A noter cette année , le passage d'une provision additionnelle conséquente (7 886 €) afin d'apporter les fonds supplémentaires pour atteindre l'IFC passif sociale de 78 909 €

Indemnité de départ à la retraite :

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans la profession relevant de la convention collective du 15 mars 1966.

Cette provision est calculée en prenant en compte les indemnités acquises au 31/12/2025 (charges sociales incluses) et évaluées selon les droits spécifiés dans la convention collective à laquelle est rattaché le personnel.

Le calcul de la provision est pondéré par une table de mortalité et par le " turn-over" du personnel.

Le calcul des droits acquis linéairement par des salariés à la date de clôture après application des charges sociales, a été pondéré de la manière suivante :

- la probabilité de présence des salariés dans l'association lorsqu'ils auront atteint l'âge de départ à la retraite,
- du turn-over de l'effectif basé sur un turnover moyen réel constaté sur les 5 dernières années :
 - 20 % de turnover pour les moins de 50 ans,
 - 8 % de turnover pour les plus de 50 ans,
- la progression future des salaires de 2 % et du taux d'actualisation de 3,50 %,
- l'âge moyen de départ à la retraite fixé à 65 ans,
- le retrait des salariés ayant donné leur lettre de démission à la date de l'étude.

La provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève à 73 496 € au 31/12/2025.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

Changement de Présidence de l'Association

Le 13 janvier 2026, le Président, M. Jean Pierre GIROUSSE a démissionné de son mandat, Monsieur Gilbert SPINELLI, administrateur, a été désigné pour lui succéder.

Mise en place d'un logiciel de dématérialisation

Au 1^{er} trimestre 2026, DOCUWARE, un logiciel de dématérialisation des factures fournisseurs avec une définition précise du processus de validation de la dépense a été mis en place.

Tableau des Immobilisations
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025

Immobilisations	Valeur Brute Début d'Exercice 2025	Acquisitions de l'Exercice 2025	Diminut. Résultant des Sorties Exercice 2025	Immobilisations au au 31 Décembre 2025
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	-	122 671	-	122 671
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et val	-	-	-	-
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	580 966	81 949	122 671	540 244
20800001 AUTRES IMMO. INCORPORELLES	458 295	81 949	0	540 244
20800003 INPU FRAIS ETB/CONSTITUTION	122 671	0	122 671	0
Comptes ""Immobilisations incorporelles"" non prévus dans le plan comptable	0	0	0	0
Total Immobilisations incorporelles (I) :	580 966	204 620	122 671	662 915
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 655 940	0	0	1 655 940
21100000 TERRAINS	1 655 940	0	0	1 655 940
Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0
Constructions	16 285 811	723 341	0	17 009 152
21310001 BATIMENTS	6 010 952	291 908	0	6 302 860
21350001 INSTALLATION AGENCEMENT	10 274 859	431 433	0	10 706 292
Constructions sur sol d'autrui	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels	324 268	15 443	0	339 712
21510001 INST. COMP. CUISINE CTC	159 848	0	0	159 848
21530001 INST. SPE. LITERIE	42 602	0	0	42 602
21540001 MATERIEL ET OUTILLAGE	121 818	15 443	0	137 262
Autres immobilisations corporelles :	2 356 324	344 881	0	2 701 206
Installations générales, agencements, aménagements divers	500 685	298 026	0	798 712
21810001 INST. AGENCEMENTS DIVERS	500 685	298 026	0	798 712
Matériel de transport	53 150	0	0	53 150
21820000 MATERIEL DE TRANSPORT	53 150	0	0	53 150
Matériel de bureau et matériel informatique	709 273	15 696	0	724 969
21830001 MAT. BUREAU ET INFORM.	709 273	15 696	0	724 969
Mobilier	1 093 216	31 159	0	1 124 375
21840001 MOBILIER LOGEMENTS/HEBERGEMENTS	705 297	30 621	0	735 918
21840002 MOBILIER BUREAUX	284 903	0	0	284 903
21840003 MOBILIER LOCATION DE SALLES	100 559	0	0	100 559
21840004 MOBILIER CTC	2 457	538	0	2 995
Cheptel	0	0	0	0
Emballages récupérables	0	0	0	0
Comptes ""Immobilisations corporelles"" non prévus dans le plan comptable	0	0	0	0
Total Immobilisations corporelles (II) :	20 622 343	1 083 665	0	21 706 010
Immobilisations mises en concession (III) :	0	0	0	0
Immobilisations en cours :				
Immobilisations corporelles en cours	237 146	36 757	237 146	36 757
23180000 AUTRES IMMO. CORPORELLES EN COURS	237 146	36 757	237 146	36 757
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	0	0	0	0
23800000 AVANCES ACOMPTES SUR COMMANDES	0	0	0	0
Comptes ""Immobilisations en cours"" non prévus dans le plan comptable	0	0	0	0
Total Immobilisations en cours (IV) :	237 146	36 757	237 146	36 757
Entreprises liées - Parts et créances (V) :	0	0	0	0
Participations et créances rattachées à des participations :				
Titres de participation	0	0	0	0
Autres formes de participation	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des sociétés en participation	0	0	0	0
Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés	0	0	0	0
Comptes ""Participations et créances rattachées à des participations"" non prévus dans le plan comptab	0	0	0	0
Total Participations et créances rattachées à des participations (VI) :	0	0	0	0
Autres immobilisations financières :	0			0
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activ. de portef. (droit de propriété)	8 946	140	0	9 086
27100001 TITRES IMMOBILISES DE PROPRIETE	8 946	140	0	9 086
Titres immobilisés (droit de créance)	0	0	0	0
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	0
Prêts	5 000	0	0	5 000
27400002 PRET URHAJ 2024 5000€	5 000	0	0	5 000
Dépôts et cautionnements versés	215 966	25 495	15 955	225 506
27500001 DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	29 561	1 939	0	31 500
27500002 IFC AG2R	62 118	8 906	0	71 024
27500003 PEEC 1%	124 287	14 650	15 955	122 982
Autres créances immobilisées	0	0	0	0
Actions propres ou parts propres	0	0	0	0
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés	0	0	0	0
Comptes ""Autres immobilisations financières"" non prévus dans le plan comptable	0	0	0	0
Total Autres immobilisations financières (VII) :	229 912	25 635	15 955	239 592
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)	21 670 367	1 350 677	375 772	22 645 274

Tableau des Amortissements						
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025						
Amortissements	Durée d'utilisation ou taux d'amortissement Indiquer, le cas échéant, la fourchette retenue	Mode d'amortissement	Amortissements Début d'Exercice 2025	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Amortissements Fin d'Exercice 2025
Amortissements des immobilisations incorporelles :						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	20 ans	Linéaire	359 818	210 383	122 671	447 531
28080001 AMORT, AUTRES IMMO, INCORPORELLES			237 147	87 712	-	324 860
28080003 AMORT, FRAIS D'ETABL./CONSTITUT*			122 671	122 671	122 671	122 671
Comptes ""Immobilisations incorporelles"" non prévus dans le plan comptable						
Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :			359 818	210 383	122 671	447 531
Amortissements des immobilisations corporelles :						
Terrains de gisement						
Agencements et aménagements de terrains						
Constructions	25 à 30 ans	Linéaire	9 691 359	498 726	-	10 190 084
28131001 AMORT, BATIMENTS			4 074 806	168 385	-	4 243 190
28135001 AMORT, INSTALLATION AGENCEMENT			5 616 553	330 341	-	5 946 894
Constructions sur sol d'autrui						
Installations techniques, matériel et outillage industriels	20 ans	Linéaire	225 704	19 286	-	244 991
28151001 AMORT, INST, COMP, CUISINE CTC			108 250	5 589	-	113 849
28153001 AMORT, INST, SPE, LITERIE			37 477	2 355	-	39 832
28154001 AMORT, MATERIEL ET OUTILLAGE			79 977	11 332	-	91 310
Autres immobilisations corporelles :			1 704 295	154 484	-	1 858 779
Installations générales, agencements, aménagements divers	15 ans	Linéaire	133 380	56 108	-	189 488
28181001 AMORT, INST, AGENCEMENTS DIVERS			133 380	56 108	-	189 488
Matériel de transport	5 ans	Linéaire	48 582	1 911	-	50 494
28182000 AMORT, MATERIEL DE TRANSPORT			48 582	1 911	-	50 494
Matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans	Linéaire	640 391	34 962	-	675 353
28183001 AMORT, MAT, BUREAU ET INFORM.			640 391	34 962	-	675 353
Mobilier	10 ans	Linéaire	881 942	61 503	-	943 444
28184001 AMORT, MOBILIER LOGE/HEBER			523 884	54 302	-	578 186
28184002 AMORT, MOBILIER BUREAUX			284 008	784	-	284 792
28184003 AMORT, MOBILIER LOCATION DE SALLES			72 576	5 979	-	78 554
28184004 AMORT, MOBILIER CTC KFETE			1 474	438	-	1 912
Cheptel						
Emballages récupérables						
Comptes ""Immobilisations corporelles"" non prévus dans le plan comptable						
Total Amortissements Immobilisations corporelles (II) :			11 621 358	672 496	-	12 293 854
Amortissements Immobilisations mises en concession (III) :						
			-			-
TOTAL GENERAL (I+II+III)			11 981 176	882 879	122 671	12 741 385

Provisions pour risques et charges	Montant au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions : reprises de l'exercice		Montants au 31/12/2025
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques et charges					
151 - Provisions pour risques	127 776	77 000		127 776	77 000
dont provisions pour litige (c/1511)	127 776	77 000	0	127 776	77 000
dont provisions pour garanties données aux usagers (c/1512)					
dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c/1513)					
dont provisions pour amendes et pénalités (c/1514)					
dont provisions pour perte de change (c/1515)					
dont autres provisions pour risques (c/1518)					
dont provisions pour risques d'emploi (c/1516)					
152 - Provisions pour pensions et obligations similaires (nouveau)	0	73 496	0		73 496
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (ancien)	65 610	0		65 610	
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)					
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
dont provisions pour grosses réparations (c/1572)					
158 - Autres provisions pour charges					
dont provisions pour rémun. pers. handicapées (c/1581)					
dont autres provisions pour charges (c/1588)					
TOTAL GENERAL	193 386	150 496	0		150 496
Prov. pour risques et charges (c/151, 152, 153, 155, 157, 158 et c/6815 et 7815)	-193 386	150 496	0		150 496
15110000 PROVISION POUR LITIGES	-127 776	77 000	0	127 776	77 000
15200000+153 PROVISIONS PENSIONS / RETRAITE	-65 610	73 496	0	65 610	73 496
68150000 DAP POUR RISQUE ET CHG D'EXPL			0		0
78150000 REPRISE SUR PROV RISQUES ET CHARGES					0
Comptes de provisions (15) pour risques et charges non pris en compte					

AC Etat des Échéances des Créances et des Dettes	
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025	
Libellé	Montant brut
CREANCES (a)	
Créances de l'actif immobilisé :	
Créances rattachées à des participations(25-26)	
Prêts (274)	5 000
Dépôts et Cautionnements versés	
Autres immobilisations financières (271à 275, etc)	234 593
Créances de l'actif circulant :	
Créances clients et comptes rattachés (411 à 418)	125 060
Autres créances clients (4096,4097, etc)	23 256
Personnel et comptes rattachés (421, 425)	2 125
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 CPAM et 4387)	12 116
Etat et autres collectivités publiques (44 DGF et subventions)	747 160
Autres	
Charges constatées d'avance (486)	81 054
TOTAL CREANCES	1 230 364
DETTES (b)	
Emprunts obligataires convertibles (161)	
Autres emprunts obligataires (163)	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (164 ..)	2 669 611
Emprunts et dettes financières divers (165...-17)	4 193
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (401,403,408)	715 633
Personnel et comptes rattachés (421,)	232 502
Sécurité sociale et autres organismes sociaux (43 sauf)	416 094
Etat et autres collectivités publiques (44 sauf)	31 900
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (269,279,404,405)	
Autres dettes (solde créditeur 409, 41, 45, 46, ...)	165 033
Produits constatés d'avance (487)	
TOTAL DETTES	4 234 966

AC - Capitaux propres				
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025				
Capitaux propres	Montant net 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montant net 31/12/2025
FONDS PROPRES	4 573 066	22 246 046	21 770 435	4 617 697
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Ecart de réévaluation				
Réserves	4 142 086	8 842 418	8 311 706	4 672 798
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	430 980	13 403 628	13 458 729	- 55 101
Total fonds propres	4 573 066	22 246 046	21 770 435	4 617 697
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	3 513 122	411 407	516 074	3 408 455
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
Apports				
Legs et donations				
Report à nouveau sous contrôle de tiers financeurs				
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	- 197 943	144 280	244 013	- 297 676
Ecart de réévaluation	2 241 263			2 241 263
Subventions d'investissement sur biens renouvelables	1 469 802	267 127	272 061	1 464 868
Provisions réglementées				
Total autres fonds associatifs	3 513 122	411 407	516 074	3 408 455
TOTAL GENERAL	8 086 188	22 657 453	22 286 509	8 026 152
(1) Le montant net au 31/12/N ne prend pas en compte le résultat N-1				

ANNEXE FONDS DEDIES AU 31/12/2025							
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de 01/2025 à 12/2025							
VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	Désignations	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	UTILISATION		Provisions Fonds dédiés	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEM ENTS		MONTANT GLOBAL	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
	ARS poste psychologue mesure 9	64 279		6 088	58 191	58 191	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public		11 748		11 748			
TOTAL		76 027	-	17 836	58 191	58 191	

AC - Subventions d'investissement						
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025						
Subventions d'investissement	Subventions d'invest. au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Subventions reçues dans l'année (2)-{3}	Subv. d'invest. au 31/12/2025 (1)+(2)-{3}	Contrôle subv. d'investissement 2025
Subventions d'équipement (c/131 et 1391)	1 469 803	267 127	272 060	- 4 933	1 464 870	1 464 869
Etat	860 384	-	98 759	- 98 759	761 624	761 624
13110001 20 SUB.I REHABILITATION	75 000	-	-	-	75 000	75 000
13110004 40 SUB.I DDSC MOBILIER CADA	14 031	-	-	-	14 031	14 031
13110005 40 SUB.I DDSC Ascenseur CADA 2022	24 177	-	-	-	24 177	24 177
13110006 10 SUB.I ANAH22-24 1053902€	1 053 902	-	-	-	1 053 902	1 053 902
13911001 20 SUB.I REHABILITATION	- 72 840	-	2 163	- 2 163	- 75 003	- 75 003
13911004 40 SUB.I DDSC CADA MOBILIER	- 14 031	-	-	-	- 14 031	- 14 031
13911005 40 SUB.I DDSC Ascenseur CADA 2022	- 4 624	-	2 082	- 2 082	- 6 706	- 6 706
13911006 10 SUB.I ANAH22-24 1053902€	- 215 231	-	94 514	- 94 514	- 309 746	- 309 746
Région	76 638	-	21 934	- 21 934	54 704	54 704
13120002 20 SUB.I CR REHAB CHB ESC	50 000	-	-	-	50 000	50 000
13120003 20 SUB.I CR JOU 391253.40€	391 253	-	-	-	391 253	391 253
13120004 20 SUB.I CR KFETE RENOVATION	30 000	-	-	-	30 000	30 000
13120005 20 SUB.I CR KFETE MATERIEL	15 000	-	-	-	15 000	15 000
13912002 20 SUB.I CR REHAB CHB ESC	- 30 000	-	-	-	- 30 000	- 30 000
13912003 20 SUB.I CR JOU 391253.40€	- 355 615	-	18 934	- 18 934	- 374 549	- 374 549
13912004 20 SUB.I CR KFETE RENOVATION	- 16 000	-	2 000	- 2 000	- 18 000	- 18 000
13912005 20 SUB.I CR KFETE MATERIEL	- 8 000	-	1 000	- 1 000	- 9 000	- 9 000
Département	49 026	-	15 827	- 15 827	33 200	33 200
13130002 20 SUB.I CD JOU 296148€	296 148	-	-	-	296 148	296 148
13130003 20 SUB.I CD SALLES ESC	29 900	-	-	-	29 900	29 900
13913002 20 SUB.I CG JOU 296148€	- 269 173	-	14 332	- 14 332	- 283 504	- 283 504
13913003 20 SUB.I CD SALLES ESC	- 7 849	-	1 495	- 1 495	- 9 344	- 9 344
Commune	60 787	-	22 006	- 22 006	38 780	38 780
13140001 20 SUB.I VILLEMARS JOU 430000€	423 638	-	-	-	423 638	423 638
13140002 20 SUB.I VILLEMARS SALLES ESC 30100€	30 100	-	-	-	30 100	30 100
13914001 20 SUB.I VILLEMARS JOU 430000€	- 385 050	-	20 501	- 20 501	- 405 552	- 405 552
13914002 20 SUB.I VILLEMARS SALLES ESC 30100€	- 7 901	-	1 505	- 1 505	- 9 406	- 9 406
Collectivités publiques	137 673	-	75 644	- 75 644	62 029	62 029
13150003 20 SUB.I MPM PLAI JOU 1098650€	1 098 650	-	-	-	1 098 650	1 098 650
13150004 20 SUB.I MPM FONCIER JOU 240800€	240 800	-	-	-	240 800	240 800
13150005 20 SUB.I MPM THPE ENR JOU 172000€	172 000	-	-	-	172 000	172 000
13915002 20 SUB.I MPM AUG/DUP	-	-	2 500	- 2 500	- 2 500	- 2 500
13915003 20 SUB.I MPM PLAI JOU 1098650€	- 998 632	-	73 144	- 73 144	- 1 071 776	- 1 071 776
13915004 20 SUB.I MPM FONCIER JOU 240800€	- 218 844	-	-	-	- 218 844	- 218 844
13915005 20 SUB.I MPM THPE ENR JOU 172000€	- 156 301	-	-	-	- 156 301	- 156 301
Entreprises publiques	46 598	-	7 274	- 7 274	39 324	39 324
13160001 21 SUB.I CAF MOBILIER LDJ	37 164	-	-	-	37 164	37 164
13160002 20 SUB.I CAF KFETE	32 482	-	-	-	32 482	32 482
13160003 20 SUB.I CAF LOCATIONS DE SALLES	20 000	-	-	-	20 000	20 000
13916001 21 SUB.I CAF MOBILIER LDJ	- 20 728	-	4 109	- 4 109	- 24 837	- 24 837
13916002 20 SUB.I CAF KFETE	- 17 320	-	2 165	- 2 165	- 19 485	- 19 485
13916003 20 SUB.I CAF LOCATIONS DE SALLES	- 5 000	-	1 000	- 1 000	- 6 000	- 6 000
Entreprises et organismes privés	238 697	267 127	30 616	236 511	475 208	475 208
13170001 21 SUB.I FDF MOBILIER LDJ	14 000	-	-	-	14 000	14 000
13170002 21 SUB.I FONDA* MACIF LDJ	10 000	-	-	-	10 000	10 000
13170003 21 SUB.I FONDA* JMBRUNEAU LDJ	10 000	-	-	-	10 000	10 000
13170004 10 SUB.I FONDA* JMBRUNEAU CHRS	20 000	-	-	-	20 000	20 000
13170006 10 SUB.I FONDA* BTP CHRS	110 000	-	-	-	110 000	110 000
13170007 10 SUB.I FONDA* VINCI CHRS	12 000	-	-	-	12 000	12 000
13170008 10 SUB.I ST GOBAIN CHRS	131 376	-	-	-	131 376	131 376
13170009 10 SUB.I EIFFAGE CHRS	15 000	-	-	-	15 000	15 000
13170011 10 SUB.I AUTOLAVEUSE CHRS	-	5 627	-	5 627	- 5 627	- 5 627
13170012 10 SUB.I EXT REF CHRS PSH	-	126 500	-	126 500	- 126 500	- 126 500
13170013 10 SUB.I EXT REF CHRS METROPOLE	-	55 000	-	55 000	- 55 000	- 55 000
13170014 10 SUB.I EXT REF CHRS FOND. BTP+	-	30 000	-	30 000	- 30 000	- 30 000
13170015 10 SUB.I EXT REF CHRS EIFFAGE	-	15 000	-	15 000	- 15 000	- 15 000
13170016 10 SUB.I EXT REF CHRS EQUANS	-	35 000	-	35 000	- 35 000	- 35 000
13917001 21 SUB.I FDF MOBILIER LDJ	- 8 400	-	1 400	- 1 400	- 9 800	- 9 800
13917002 21 SUB.I FONDA* MACIF LDJ	- 6 000	-	1 000	- 1 000	- 7 000	- 7 000
13917003 21 SUB.I FONDA* JMBRUNEAU LDJ	- 6 000	-	1 000	- 1 000	- 7 000	- 7 000
13917004 10 SUB.I FONDA* JMBRUNEAU CHRS	- 3 466	-	1 954	- 1 954	- 5 420	- 5 420
13917006 10 SUB.I FONDA* BTP CHRS	- 29 328	-	8 086	- 8 086	- 37 414	- 37 414
13917007 10 SUB.I FONDA* VINCI CHRS	- 3 199	-	882	- 882	- 4 081	- 4 081
13917008 10 SUB.I ST GOBAIN CHRS	- 23 287	-	12 699	- 12 699	- 35 986	- 35 986
13917009 10 SUB.I EIFFAGE CHRS	- 3 999	-	1 103	- 1 103	- 5 102	- 5 102
13917011 10 SUB.I AUTOLAVEUSE CHRS	-	-	1 130	- 1 130	- 1 130	- 1 130
13917012 10 SUB.I EXT REF CHRS PSH	-	-	659	- 659	- 659	- 659
13917013 10 SUB.I EXT REF CHRS METROPOLE	-	-	287	- 287	- 287	- 287
13917014 10 SUB.I EXT REF CHRS FOND. BTP+	-	-	156	- 156	- 156	- 156
13917015 10 SUB.I EXT REF CHRS EIFFAGE	-	-	78	- 78	- 78	- 78
13917016 10 SUB.I EXT REF CHRS EQUANS	-	-	182	- 182	- 182	- 182
Autres	-	-	-	-	-	-
- dont taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
- dont taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-
TOTAL Subventions d'équipement	1 469 803	267 127	272 060	- 4 933	1 464 869	1 464 869
Autres subventions d'investissement (c/138 et 1398)						
Etat	-	-	-	-	-	-
Région	-	-	-	-	-	-
Département	-	-	-	-	-	-
Commune	-	-	-	-	-	-
Collectivités publiques	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
Entreprises et organismes privés	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
- dont taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-
TOTAL Autres subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 469 803	267 127	272 060	- 4 933	1 464 870	1 464 869
- dont taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-
Quote-part des subv. d'invest. virée au résultat de l'exerc. (c/747)	258 869	267 127	-	267 127	530 933	272 061
74700000 QP SUB.I RESULTATS EXCEPTIONNELS (ex 777)	258 869	267 127	-	258 869	530 933	272 061
Sous comptes 13 hors plan comptable	-	-	-	-	-	-

AC - Subventions de fonctionnement			
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025 Compte 73212101 à 74299999			
DGF + SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT			
FINANCEUR	LIBELLE	2025	2024
DDETS	DDETS : Dotation gloable CHRS	1 967 798	1 975 998
	DDETS : Dotation gloable CADA	722 003	711 273
	DDETS : Fonctionnement Maison Relais	199 290	199 290
	DDETS : SAS Extension	-	-
	DDETS : AGLS HABM	96 887	40 810
	DDETS : AGLS HABV	38 624	34 102
	DDETS : AGLS Fontblanche	7 118	14 835
TOTAL DDETS		3 031 720	2 976 308
CONSEIL REGIONAL	CR : Inter médiation locative	-	20 000
TOTAL CR		-	20 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL	CD : ASC Logements provisoires	23 880	14 925
	CD : Fonctionnement AJMV	234 147	344 323
	CD : Fonctionnement AJMM	1 409 050	1 283 469
	CD : Dotation globale MECS	3 629 412	3 605 640
TOTAL CD		5 296 488	5 248 357
VILLE DE MARSEILLE	SUB. VILLEMARS BHAJ	-	25 000
TOTAL VILLE DE MARSEILLE		-	25 000
ARS	ARS : Action PRAPS	135 000	130 000
	ARS : Poste psy mesure 9	66 000	66 000
TOTAL ARS		201 000	196 000
ACTION LOGEMENT	ACTION LOGEMENT : HABM	23 200	-
TOTAL ACTION LOGEMENT		23 200	-
CAF	CAF : Prestation Socio-éducative HABM+HABV	206 525	195 680
TOTAL CAF		206 525	195 680
FONJEP	FONJEP : Poste HABM + HABV	13 617	14 214
TOTAL FONJEP		13 617	14 214
TOTAUX		8 772 550	8 675 559

AC - Paiement des Subventions					
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025 Compte 44110000 à 44174711					
BILAN DES SUBVENTIONS					
COMPTE	LIBELLE	CUMUL PERIODE		SOLDE PERIODE	
		DEBIT	CREDIT	DEBIT	CREDIT
44173101	DGF DDCS CHRS	1 967 798	1 967 798	0	0
44173102	DGF DDCS CADA	722 003	722 003	0	0
44173103	SUB. FONJEP HAB.*	13 617	13 617	0	0
44173301	DGF CD MECS	4 537 209	4 235 619	301 590	0
44173601	SUB. CAF PSE HAB.*	328 796	266 839	61 957	0
44174102	SUB. DDCS RS FON	7 118	7 118	0	0
44174103	SUB. DDCS MR FON	199 290	199 290	0	0
44174107	SUB. CAF AGLS HAB.M	96 887	96 887	0	0
44174108	SUB. CAF AGLS HAB.V	45 742	45 742	0	0
44174201	SUB. CR INTERMEDIATION LOCATIVE	10 000	10 000	0	0
44174301	SUB. CD13 ASC	31 343	19 403	11 940	0
44174302	SUB. CD13 AJM.V	282 409	255 471	26 937	0
44174303	SUB. CD13 AJM.M	1 742 480	1 615 706	126 774	0
44174401	SUB. VILLEMARS BHAJ	12 500	12 500	0	0
44174501	SUB. ARS ACTION PRAPS	201 000	201 000	0	0
44174701	SUB. GIC ACTION LOGEMENT	29 980	21 765	8 215	0
44174711	SUB. JM BRUNEAU PROJET MR	4 500	2 250	2 250	0
TOTAUX		10 232 670	9 693 006	539 664	-

AC -Contributions Volontaires en Nature					
Dossier : 00 - AAJT CONSOLIDE - Périodes de : 01/2025 à 12/2025					
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Exercice 2025	Exercice 2024		Exercice 2025	Exercice 2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - Contributions volontaires aux missions sociales Réalisées en France Réalisées à l'étranger	60 551	95 031	1 - Contributions volontaires liées à la générosité du public Bénévolat Prestations en nature Dons en nature	60 551	95 031
2 - Contributions volontaires à la recherche de fonds					
3 - Contributions volontaires au fonctionnement					
TOTAL	60 551	95 031	TOTAL	60 551	95 031

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public:

	FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		Exercice 2025	Exercice 2024
I	FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT			
I	D'EXERCICE		11 748	15 574
I	(-) Utilisation		20 257	15 135
	(+) Report		8 493	11 309
	FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN			
	D'EXERCICE		-16	11 748